

**Union européenne - Brexit -
Entretien de Mme Nathalie Loiseau,
ministre chargée des affaires
européennes avec "Europe1" -
extraits**

(Paris, 15 décembre 2018)

R - Notre objectif, c'est que l'Union européenne soit au service des citoyens ; on reproche souvent à l'Europe d'être déconnectée, ne pas l'être, c'est être capable de gérer une urgence sociale et c'est ce que nous faisons.

Q - Il y a un autre dossier sur votre bureau, c'est le Brexit. La presse britannique vous avait surnommée "l'âme secrète du président macron dans la bataille du Brexit". L'Europe et le Royaume-Unis étaient parvenus à un accord mais Theresa May qui est en difficulté dans son pays cherche à renégocier cet accord. Elle dit qu'il vaut mieux un mauvais accord que pas d'accord du tout, Que lui répondez-vous ? Est-ce également votre avis ?

R - On a passé 18 mois à négocier cet accord, "on", c'est-à-dire les Britanniques et les Européens. Theresa May l'a conclu comme nous l'avons conclu. Ce n'est pas un hasard, c'est parce que nous avons regardé toutes les possibilités techniques et que l'on a abouti à cet accord qui nous permet de nous séparer à l'amiable.

Q - mais s'il n'y en a pas, cela fait un peu peur, vous avez dit que si nous ne trouvons pas d'accord de sortie, les Eurostar pourraient être bloqués à la frontière française et les avions empêchés de décoller. Est-ce une menace ou est-ce que vous l'imaginez sérieusement ?

R - J'ai dit cela en expliquant que c'est ce qui se passerait si la France ne prenait pas de mesures nationales. Evidemment entre-temps, nous avons pris nos responsabilités, j'ai passé au parlement un projet de loi qui donne au gouvernement la possibilité de prendre toutes les mesures nécessaires, précisément pour qu'un conducteur d'Eurostar britannique puisse conduire en France, - sinon il n'en aurait plus le droit - et pour qu'un chauffeur routier britannique puisse conduire en France, il en aura le droit.

Les Français qui vivent au Royaume-Uni pourront rentrer s'ils le souhaitent, en ayant confirmation de la validité de leurs diplômes, de leurs qualifications professionnelles, de leurs années d'activité et de leurs cotisations pour leur retraite ou pour leur chômage. Tout cela, nous le prévoyons et c'est de notre responsabilité.

C'est assez désolant de travailler à une séparation, et encore plus à une séparation sèche, ce n'est pas ce que l'on fait de plus intéressant dans mon métier, c'est-à-dire, être certains que ce sera moins bien plus tard que maintenant, mais nous prenons nos responsabilités et il n'y aura

pas de chaos au 30 mars si jamais il y a une séparation sans accord./.